



Réunion de la Commission Permanente de la CNS du 2 avril

Contribution des Membres CGT

En tant que membres CGT de la CNS, nous sommes pleinement engagés dans la crise sans précédent que notre pays et le monde traverse actuellement.

Dans l'analyse de la situation que nous allons devoir faire, ne perdons pas de vue que cela fait plus d'un an maintenant que les professionnels de santé crient au secours, alertent sur le manque de moyens à l'hôpital.

La CGT dénonce depuis des années une politique de santé désastreuse qui est reconduite gouvernement après gouvernement. Une politique qui ne tient aucun compte des besoins ni des réflexions des professionnels. Une politique qui nous contraint aujourd'hui non pas à gérer l'épidémie comme il se devrait mais à gérer la crise liée à la pénurie.

Comme nous l'avons dit à maintes reprises c'est le résultat de choix politique insensé, tourné vers le profit, les économies malvenues que la population va subir, va payer très cher au travers de cette pandémie. Tout cela aboutit à une gestion calamiteuse de la crise avec des choix stratégiques qui ne sont pas motivés par des arguments de santé publique mais qui sont imposés par une pénurie de moyens, que ce soit pour les masques de protection, le dépistage par test ou encore les études thérapeutiques.

Cette pénurie de lits d'hôpitiaux, de réanimation, de personnels, de matériel (masques, gel hydroalcoolique, tests de dépistage, respirateurs...) va avoir de graves conséquences pour le peuple... Les riches, les très riches trouveront des solutions, le citoyen lambda subit durement la crise. Dans cette situation la comparaison avec nos voisins européens prend tout son sens : il est clair que le manque de lits de réanimation actuellement criant aurait été moindre si la France était équipée du même nombre de lits que l'Allemagne rapportée à sa population, soit le double.

On demande à la population de ne plus sortir de chez elle, de rester confinée avec toutes les conséquences que cela peut avoir sur les familles, sur les personnes isolées, alors que dans un même temps, l'Etat fait pression sur les entreprises non indispensables dans la période pour qu'elles continuent leur activité dans des secteurs non essentiels. Cette situation est incohérente et dangereuse, criminelle pour la vie de milliers de salariés, de leurs familles comme de toute la population puisque cela contribue à la propagation du virus.

Même en pleine crise sanitaire, le gouvernement n'entend que le capital et reste sourd aux arguments de bon sens. La main sur le cœur devant les médias n'est que duperie.

Des salariés travaillent souvent sans protection et si celles-ci devaient leur être fournies, ce serait au détriment de tous ceux, qui soignent ou de tous ceux qui travaillent pour répondre aux besoins fondamentaux de la population.

Moins les règles de confinement seront respectées et plus le confinement risquera de durer et l'impact économique sera bien plus fort.... Encore une fois le gouvernement fait un mauvais calcul.

Les ministères doivent accorder leur discours, il ne peut y avoir les uns qui nous disent « restez chez vous » et les autres qui disent « allez travailler ».

Nous pointons et pointerons la responsabilité du gouvernement du ministère de la Santé et nous ferons connaître les décisions prises, bonnes nous l'espérons, comme mauvaises et là nous les combattons.

La priorité doit être aujourd'hui la santé des citoyens et non pas une visée économique à court terme au risque d'une facture très lourde à terme.

La vie humaine n'a pas de prix, il faut engager un dépistage massif qui permettra de protéger, d'anticiper et de guérir un maximum de nos concitoyens.

Les exemples sont trop nombreux de soignants en hôpitaux, en clinique, en EHPAD qui n'ont pas les équipements nécessaires.

De même pour le transport sanitaire qui se fait dans des conditions parfois déplorables, dangereuses.

Idem pour les personnels de l'aide à domicile.

Aujourd'hui, des personnes âgées sont confinées, seules... le seul lien étant ces professionnelles qui, faute de moyens ne peuvent plus intervenir.

Le discours de certains responsables sur l'inutilité du masque est dramatique et pathétique.

Oui, La pénurie est de la responsabilité du gouvernement, il doit en porter la responsabilité.

Un plan général de confinement apparaît, de l'avis de nombreux experts, la seule solution pour endiguer la pandémie dans les meilleurs délais. Cette décision montrerait que l'intérêt général et sanitaire est enfin mis au cœur de la décision politique.

Pour la CGT, la Conférence nationale de santé doit prendre position et interpeller le ministère de la Santé ainsi que le gouvernement dans ce sens. Et le gouvernement, doit prendre des mesures réelles et sérieuses pour faire arrêter toute les productions inutiles dans la période... pour notre part nous avons des propositions fortes et audibles.

Il faut réquisitionner certains secteurs pour la fabrication de masques, de gel ou de respirateurs et tout le matériel médical utile dans la période.

Nous ne pouvons plus avoir en permanence un train de retard et courir après la propagation de l'épidémie. Pour gagner une guerre, il faut une économie de guerre.

La priorité aujourd'hui est d'augmenter immédiatement le nombre de lits de réanimation en mobilisant l'ensemble des ressources industrielles, logistiques et humaines du pays en mettant à l'arrêt toutes les activités non indispensables.

Nous demandons également d'agir pour la nationalisation de certaines activités qui, la période nous le démontre, qu'elles doivent être relocalisées en France et sous le contrôle de l'état, comme l'entreprise Luxfer, à Gersat, dernier fabricant d'Europe de bouteille d'oxygène médical en liquidation, ou encore l'entreprise Famar à Lyon en liquidation judiciaire, industrie pharmaceutique, qui produit douze médicaments d'intérêt majeur thérapeutique, dont la chloroquine. Des années que nous le disons, tout comme nos services de soins, nos industries de santé, de par les choix financiers qui ont été faits, on fait perdre à notre pays son indépendance thérapeutique mettant à mal notre sécurité sanitaire. 80% des principes actifs sont maintenant fabriqués en Asie. De 450 entreprises du médicament il y a trente ans, il n'en reste que 250 sur notre territoire. De 40 ruptures de médicaments en 2008 nous sommes passés à 540 en 2018 et 1 200 en 2019 entraînant des risques inadmissibles pour les

patients. Tout cela dans le cadre de stratégies financières, certes mises en œuvre par les industriels de santé, mais que les gouvernements successifs et actuels ont laissé faire et continuent de le faire.

Ce ne sont que des exemples mais nous en avons bien d'autres où la force publique doit maîtriser la production, la recherche... La notion d'un grand service public de santé et d'action sociale sous couvert d'une Sécurité sociale intégrale gérée par les travailleurs, les organisations syndicales et les usagers et non soumis aux lobbies du capital est la pointe de notre épée dans cette guerre.... Certes ce n'est pas la guerre que nous rabâche le président, nous c'est une guerre d'avenir pour un horizon meilleur que nous menons et que nous continuerons à mener avec toutes celles et tous ceux qui le veulent bien.

Bien sûr ce sont des mesures immédiates que l'on doit prendre pour aujourd'hui mais aussi pour l'avenir, ne l'oublions pas. Le Président lui-même l'a dit dans son discours à la Nation, « il va falloir penser la mondialisation autrement ». Nous sommes d'accord avec la formule mais la mise en œuvre doit être immédiate. Puisqu'il dit toujours faire ce qu'il dit....

D'autre part, nous regrettons qu'en territoires, nos représentants syndicaux ou mandatés CRSA ne reçoivent aucune information de la part des ARS qui refusent très souvent de répondre aux sollicitations.

Dans la plupart des régions et départements, il n'y a pas de communication avec les organisations syndicales qui sont pourtant directement en lien avec les professionnels que nous représentons et à qui nous devons répondre sur de nombreuses questions et inquiétudes légitimes, accentuées par ce manque de communication et de consultation au sein même des établissements et structure.

Ne l'oubliez pas, beaucoup de salariés s'adressent d'abord à leurs collègues de travail représentatifs avant de s'adresser aux directions de site.

Car en plus du manque de moyens, le manque de communication rend la situation encore plus anxiogène pour tous.

Merci de votre écoute en espérant que vous prendrez en considération notre intervention.

Montreuil, le 30 mars 2020